

Ces modifications des rapports inter-impérialistes et des rapports de classe rendent nécessaire une nouvelle analyse de la situation mondiale et des perspectives des luttes ouvrières dans la période présente. On trouvera un texte sur cette question dans le prochain numéro de « Socialisme ou Barbarie ». Ce numéro-ci est essentiellement consacré à l'analyse des luttes du prolétariat allemand et du prolétariat français pendant cet été de 1953. D'autre part, l'article sur « La bureaucratie syndicale et les ouvriers », qui pose certains problèmes que les militants ouvriers rencontrent dans leur lutte contre les exploiters et leurs agents, les bureaucrates « ouvriers », est le premier d'une série de textes sur les problèmes actuels de la lutte ouvrière (revendications, formes d'organisation et de lutte) qui seront publiés dans les prochains numéros de la Revue.

Signification de la révolte de Juin 1953 en Allemagne Orientale

Les événements de juin 1953 en Allemagne Orientale sont une manifestation de la crise générale du bloc russe. L'élément essentiel de cette crise est la résistance de la classe ouvrière à l'exploitation de la bureaucratie (1).

Le mouvement d'Allemagne fait écho aux grèves de Tchécoslovaquie, à la sourde opposition des ouvriers russes qui a déterminé les récentes concessions du régime en U.R.S.S.

L'élément fondamental de la production, le prolétariat, refuse de collaborer à des tâches qu'il ne reconnaît plus comme les siennes. La division du régime bureaucratique en classes et l'antagonisme irréductible des intérêts de ces classes, apparaissent au grand jour.

Les journées de juin constituent un éclatant démenti à la propagande stalinienne sur l'édification du socialisme et la participation des ouvriers à la gestion de l'économie et de l'Etat. Démenti qui a été donné non seulement par l'action des travailleurs, mais par l'attitude même du S.E.D. et du gouvernement, dont les jérémiades hypocrites — « nous n'avons pas su nous faire écouter par la classe ouvrière », « nous avons appliqué une politique erronée » — et les accusations dépitées — « les ouvriers n'ont pas fait preuve de conscience de classe » — prouvent bien que le parti et l'Etat sont deux corps étrangers, extérieurs au prolétariat, auquel ils imposent un régime et une politique. Leur isolement est frappant au cours de ces journées : lâchés par la majorité de leurs propres fonctionnaires et par une partie de la police populaire, ils n'ont évité l'effondrement que grâce à l'intervention des troupes russes. Leur rôle : fusilleurs d'ouvriers et serviteurs de l'impérialisme russe. Voici ce qui ne fait plus de doute pour les travailleurs allemands. Egalement évidente l'attitude anti-ouvrière de la « grande amie de l'Est », la Russie

(1) Sur le régime social en Allemagne orientale, voir l'étude de Hugo Bell, « Le Staliniisme en Allemagne orientale », publiée dans les Nos 7 (p. 1 à 45) et 8 (p. 31 à 49) de *Socialisme ou Barbarie*.

bureaucratique, dont les troupes sont intervenues pour mater la révolte ouvrière.

Mais l'essentiel de ce mouvement c'est la démonstration qu'il est possible pour la classe ouvrière de résister, de s'organiser et de passer à l'attaque dans un régime du type totalitaire stalinien et de l'obliger à faire des concessions importantes. Démenti irréfutable donné à tous les défaitistes, tous les ex-révolutionnaires qui nous rebattaient les oreilles avec la prétendue transformation des prolétaires en « esclaves » sous le régime stalinien, avec l'incapacité du prolétariat à lutter contre le capitalisme bureaucratique.

Sans doute les événements de juin ont-ils été déterminés par une série de facteurs précis, dont certains découlent de la situation particulière de l'Allemagne Orientale. Par exemple, la proximité de l'Ouest, la possibilité donc de maintenir des contacts avec les ouvriers des pays occidentaux, la possibilité d'exploiter les hésitations de l'occupant, pour lequel la zone orientale a longtemps été un objet de marchandage et dont la propagande pour l'unification de l'Allemagne entravait la liberté de mouvement.

Mais d'autres facteurs ont, eux, une signification et une valeur générales.

Le fait que l'action ait eu lieu dans les régions de forte concentration industrielle est la preuve que seule la classe ouvrière est capable de mener la lutte contre l'exploitation bureaucratique. Les villes de la zone orientale ont une tradition révolutionnaire fort ancienne. Ce prolétariat qui se révolte en 1953 contre le stalinisme est le même que celui du mouvement spartakiste de janvier 1919 à Berlin, de l'insurrection de 1921 en Saxe et en Thuringe, le même qui a combattu les chemises brunes pendant des années et a maintenu une sourde résistance au nazisme. Ce n'est pas la masse brute aux réactions élémentaires qu'aime à décrire le journalisme bourgeois, mais une classe capable de conserver vivante son expérience de lutte et d'organisation.

Cette expérience, les ouvriers ont su s'en servir après la fin de la guerre. Le soutien qu'ils ont accordé aux mesures de nationalisation prises par les staliniens, leur tentative d'intervention dans la gestion des usines à travers des comités d'entreprise, n'ont pas été de longue durée. Dans la mesure où le caractère bureaucratique de l'Etat s'est dévoilé, les ouvriers ont manifesté leur opposition au régime et celle-ci est devenue peu à peu plus consciente et plus ferme. Ils ont organisé leur résistance à l'exploitation en profitant de toutes les possibilités qu'offrait l'appareil bureaucratique ; ils ont su modifier les formes de la lutte suivant le lieu, l'époque et l'adversaire immédiat.

Dès 1949, après la période de reconstruction proprement dite, de famine aussi, l'opposition entre la couche des dirigeants, formée par des anciens techniciens et des anciens ouvriers promus bureaucrates, et l'ensemble des travailleurs se précise.

Dans les usines, c'est la lutte contre les « stakhanovistes » et les chronomètres. Dans les assemblées d'usine, dans les réunions syndicales, les ouvriers s'opposent au relèvement des normes de travail, aux mesures tendant à les pousser au rendement. Ils utilisent même les organes de l'appareil bureaucratique qui sont le plus près d'eux, les organismes syndicaux de base, pour défendre leurs droits et ils parviennent à les faire respecter dans bien des cas.

Cette opposition s'accroît au début de 1953. La politique de réarmement, d'industrialisation à outrance, de collectivisation rapide de l'agriculture, aggrave la pénurie de produits de consommation et provoque l'augmentation des prix des denrées du marché libre. En même temps, la campagne officielle pour le relèvement « volontaire » des normes se développe. Le Gouvernement exige un rendement accru des ouvriers. Mais il diminue les prestations des assurances sociales et annule la réduction de 75 % sur les billets de chemin de fer pour les ouvriers se rendant au travail. Des grèves sporadiques éclatent à Magdeburg et à Chemnitz.

En mai, une augmentation générale de 10 % des normes est décidée. Elle doit être appliquée à partir de juin.

Or, au même moment, le parti décide un tournant destiné à améliorer la situation économique et à faire écho à l'offensive de paix russe. Des mesures de détente sont prises en faveur des paysans, du commerce et de l'industrie privés, de l'Eglise. Mais aucune mesure ne concerne directement les ouvriers.

On sait comment cette situation a provoqué l'explosion des 16 et 17 juin, comment la grève, commencée sur les chantiers de construction de la Stalinallee, à Berlin, s'est transformée en manifestation de rue et s'est étendue en un vaste mouvement de révolte de tous les ouvriers de l'Allemagne Orientale (1).

Mais ce qu'il faut souligner c'est la nette conscience que les travailleurs ont manifesté du caractère anti-ouvrier du régime, leur dynamisme dans la lutte, leur capacité d'organisation, la portée politique de leurs initiatives.

La formation des comités de grève est un fait établi, reconnu même par la presse officielle. A Berlin, on connaît ceux des usines « Kabelwerke », du Block 40 de la Stalinallee, des chantiers de Friedrichshein, des aciéries de Henningsdorf. Ce sont d'ailleurs ces métallos de Henningsdorf qui, le matin du 17, avec les ouvriers d'Oranienburg, parcoururent 14 kilomètres pour participer aux manifestations et occupent le Stade Walter-Ulbricht, où des discussions ont lieu sur la question du remplacement du Gouvernement, pendant lesquelles des ouvriers lancent l'idée d'un « Gouvernement des métallurgistes » (2).

Le caractère de la grève est très net dès le début à Berlin. Le 16, devant le siège du Gouvernement, les ouvriers proclament

(1) Voir l'article de Sarel, « Combats ouvriers sur l'avenue Staline », dans *Les Temps Modernes* d'octobre 1953.

(2) D'après le correspondant de *L'Observateur*.

des revendications précises : abolition de l'augmentation de 10 % des normes, diminution de 40 % des prix du ravitaillement et des marchandises vendues dans les magasins du secteur libre, démission du Gouvernement, élections libres. Au ministre Selbmann qui essaie de les calmer et s'écrie : « Camarades, je suis aussi un ouvrier, un communiste... », ils répondent : « Tu ne l'es plus, les vrais communistes, c'est nous ».

Dans les villes industrielles de la zone, l'action ouvrière est encore plus nette et violente.

A Brandenburg, les ouvriers du bâtiment forment un comité de grève avec ceux des chantiers de constructions navales « Thälmann » ; ils envoient aussitôt des cyclistes aux principales usines. 20.000 manifestants parcourent les rues. Ils libèrent les prisonniers politiques, attaquent le local du S.E.D. La plupart de « vopos » (police populaire) sont désarmés ou rejoignent les manifestants ; une minorité se défend.

A Leipzig, plus de 30.000 manifestants attaquent le Bâtiment de la Radio, les locaux du parti. Des policiers populaires sont désarmés.

A Rostlau (Elbe), la grève commence aux Chantiers de constructions navales « Rostlau ». Les ouvriers se dirigent vers la mairie, où le maire finit par se joindre à eux. Ils utilisent des camions avec haut-parleur pris aux « vopos ». Ils pénètrent dans la prison et libèrent 20 prisonniers politiques. Ayant rencontré un camion plein de « vopos », ils les désarment et les enferment en prison.

A Iéna, les grévistes attaquent les locaux du parti, des jeunesses, détruisent leurs dossiers, s'emparent de quelques armes. Ils attaquent la prison et libèrent les détenus politiques.

A Halle, les prisonniers politiques sont libérés. A 6 heures du soir des milliers de grévistes se réunissent sur le « Hallmarkt » et le « Grossenmarkt » ; des orateurs improvisés prennent la parole ; les tanks russes sont arrêtés au milieu des manifestants. Un comité central de grève est élu.

A Magdeburg, le Palais de Justice, la préfecture, sont attaqués, les dossiers brûlent. 1.000 grévistes attaquent la prison de Sudenburg-Magdeburg. Ils ne peuvent libérer qu'une partie des détenus, car la police populaire tire des toits et les tanks russes interviennent : 12 morts.

A Gera, en Thuringe, les grévistes occupent le siège de la police. A Erfurt, la grève est générale et les prisonniers politiques sont libérés.

Aux usines Leuna, près de Merseburg, 20.000 ouvriers débraient. Ils forment un comité de grève ; une délégation est envoyée à Berlin pour prendre contact avec les grévistes de la capitale. Le comité de grève de Leuna utilise les installations de radio de l'usine. Les ouvriers marchent sur Merseburg. Environ 240 « vopos » sont désarmés ou rejoignent les colonnes des manifestants.

A Merseburg, 30.000 manifestants parcourent les rues, libèrent les prisonniers politiques, désarment les « vopos ». 70.000 per-

sonnes se réunissent sur la Uhlandplatz. Il y a là les ouvriers des usines Leuna et Buna, des mines de Gross-Kayna, de la papeterie de Königsmühle, du bâtiment, les traminois, des employés, des « vopos », des ménagères. Ils élisent un comité central de grève de 25 membres. Ayant appris que les troupes russes arrêtent des grévistes et les gardent, les ouvriers se dirigent vers la prison et se font remettre les détenus par les russes.

A Bitterfeld, dans la même région, environ 35.000 manifestants se réunissent sur la Platz der Jugend.

Le comité central de grève donne l'ordre aux pompiers de nettoyer la ville des inscriptions et affiches staliniennes.

Ce même comité envoie un télégramme qui commence ainsi : « Au soi-disant Gouvernement Démocratique Allemand.

Nous, travailleurs de l'arrondissement de Bitterfeld, exigeons :

1° Le retrait du soi-disant Gouvernement Démocratique Allemand qui est arrivé au pouvoir par des élections truquées ;

2° La constitution d'un Gouvernement provisoire de travailleurs progressistes..... »

Il envoie également un télégramme au Haut Commissaire soviétique demandant la levée de l'état de siège à Berlin et « de toutes les mesures prises contre la classe ouvrière pour qu'ainsi, nous, allemands, puissions conserver la croyance que vous êtes effectivement le représentant d'un régime de travailleurs ».

Dans toutes ces villes, pendant quelques heures, une journée, les ouvriers sont les maîtres de la rue. Des bruits se répandent : le Gouvernement aurait démissionné, les russes n'oseraient pas le soutenir. Les blindés russes sortent enfin, l'état de siège est proclamé, les rassemblements interdits. La police populaire se regroupe. Les ouvriers battent en retraite. Mais la grève dure encore un jour ou deux, davantage dans certaines usines.

La résistance des ouvriers n'est pas brisée. Le Gouvernement envoie des émissaires dans les usines pendant que le comité central du parti publie, le 22 juin, un programme destiné à améliorer le niveau de vie et à aider à effacer « l'acrimonie contre le Gouvernement ». Il comporte les dix points suivants :

1. Retour à des normes de production plus faibles et calcul des salaires suivant le système en vigueur le 1^{er} avril 1953.

2. Réduction des tarifs de transport pour les ouvriers gagnant moins de 500 marks par mois.

3. Réévaluation des pensions de veuves et invalides et des pensions de vieillesse.

4. Les congés de maladie ne seront pas décomptés du congé annuel normal.

5. Pas d'inscription obligatoire à la Sécurité Sociale.

6. Accroissement de 3.600 millions de marks des crédits budgétaires pour les constructions d'appartements et d'immeubles privés.

7. Attribution de 30 millions de marks supplémentaires pour l'amélioration des installations sanitaires et des services sociaux dans les usines de l'Etat.

8. Attribution de 40 millions de marks supplémentaires pour

un nouveau programme culturel destiné à la construction d'un plus grand nombre de cinémas, de théâtres, d'écoles, de jardins d'enfants et d'instituts culturels pour les heures de loisir.

9. Amélioration des chaussures et des vêtements de travail distribués par les syndicats.

10. Réduction des coupures de courant aux dépens de l'industrie lourde.

Le mouvement a obligé la bureaucratie à reculer. La résistance paie. Enseignement de ces journées que les travailleurs n'oublieront pas et qui peut avoir des profondes répercussions dans les autres pays du « glacis » russe.

Mais si la résistance ouvrière est parvenue à s'exprimer ouvertement, à arracher des concessions au régime, c'est parce que celui-ci se débat dans de profondes contradictions.

L'industrialisation des pays satellites se fait en fonction des besoins de l'U.R.S.S., sans que celle-ci soit capable de satisfaire aux nécessités en produits de consommation courante et en biens d'équipement. D'où la pénurie de vivres et les difficultés de la planification. Les bureaucraties nationales sont divisées : tandis qu'une partie obéit aveuglément à Moscou, l'autre partie souhaite une politique qui tiendrait davantage compte des intérêts « nationaux » et s'effraie du fossé qui se creuse entre elle et la majorité de la population.

Le soi-disant parfait fonctionnement du capitalisme bureaucratique, qui serait arrivé à résoudre toutes les contradictions du capitalisme classique, est donc bien un leurre. Car ni la concurrence, ni l'anarchie du marché, que la planification peut amender, n'en constituent la cause profonde. Celle-ci réside dans l'appropriation du travail par une minorité qui oriente la production en fonction de ses intérêts et écarte la majorité productrice de la gestion de l'économie et de la société. Dans ces conditions, l'industrialisation signifie exploitation accrue du prolétariat. Par l'augmentation de la productivité individuelle, par l'augmentation des heures de travail ou par les deux à la fois, la masse des produits augmente, mais la part que les ouvriers en reçoivent reste la même quand elle ne diminue pas. La partie de la production destinée aux ouvriers, essentiellement des produits de consommation, diminue par rapport à la partie réinvestie et à celle qui est destinée à la consommation de la bureaucratie.

Mais ce mécanisme n'a rien d'automatique. La production moderne et surtout l'économie planifiée, exigent une collaboration effective des ouvriers au processus de production. Nécessité technique par suite de la complexité des rouages industriels et du plan. Nécessité politique pour faire accepter les « sacrifices nécessaires ».

C'est cette contradiction entre la collaboration indispensable du prolétariat et son exploitation, son aliénation, qui est la cause profonde de la crise du capitalisme, aussi bien traditionnel que

bureaucratique. C'est elle qui se trouve à la racine des événements de juin.

Depuis 1949, la classe ouvrière du secteur oriental a fait un énorme pas en avant. Surmontant la mystification du « socialisme » stalinien, elle a posé de nouveau le vrai problème : la lutte entre exploités et exploités.

Au cours de la révolte de juin, indiscutablement spontanée, elle a su se donner, au dehors du cadre syndical et politique traditionnel, des formes d'organisation propres — comités de grève — et a fait des tentatives importantes pour coordonner son action : formation de comités centraux de grève, envoi de délégations aux usines de la région, dans le cas de Leuna, envoi d'une délégation à Berlin.

Sans doute le mouvement n'est-il pas parvenu à une grande clarté politique. L'idée d'un Gouvernement des travailleurs a été avancée dans certains cas, adoptée, par exemple, par le comité de Bitterfeld et, à l'échelon de l'usine, les comités de grève se sont pratiquement substitués à la direction officielle. Mais l'intervention de couches non-prolétariennes dans les manifestations, s'est traduite par des revendications démocratiques formelles, souvent par du nationalisme. Dans certaines villes, la tendance social-démocrate des ouvriers s'est exprimée ouvertement (3).

Il est clair que l'intervention des troupes russes, avec la proclamation de l'état de siège, a empêché le développement, aussi bien politique que d'organisation, du mouvement. Mais cette intervention même, montre un autre aspect des limites qui lui étaient imposées : la puissance de l'U.R.S.S. comme force contre-révolutionnaire et la possibilité pour Moscou d'utiliser ses troupes contre les travailleurs. Il y a aussi l'isolement de la révolte, le manque d'écho chez les ouvriers de l'Ouest. Il est certain qu'un mouvement de solidarité en Allemagne Occidentale, une grève générale par exemple, aurait constitué une puissante démonstration d'unité ouvrière face aux deux blocs impérialistes et leurs serviteurs de Bonn et de Berlin. Mais les travailleurs de l'Ouest, sous l'influence des dirigeants réformistes, n'ont pas bougé. A la place de la grève de solidarité, il y a eu les manifestations d'« union sacrée » de Berlin-Est présidées par Adenauer, l'exploitation des événements dans un sens nationaliste et la répugnante affaire de la distribution des colis de vivres. Dans les autres pays occidentaux, si des militants isolés ont pu être encouragés par l'action de juin, l'ensemble des travailleurs n'a pas non plus bougé.

Mais quelles qu'aient été ses limites, la révolte de juin reste

(3) « A Magdeburg, vieux centre social-démocrate, les ouvriers manifestent en exigeant la légalisation du parti social-démocrate. Les cheminots de Magdeburg font partir des locomotives avec l'inscription : « Nous ne négocierons ni avec Ulbricht, ni avec Adenauer. Nous négocierons seulement avec Ollenhauer » (Ollenhauer, chef du parti socialiste de l'Ouest, est originaire de Magdeburg). » — « IV^e Internationale », juillet 1953.

un événement capital de la lutte révolutionnaire. Aboutissement du lent regroupement des travailleurs de la zone orientale et de leur résistance croissante, elle peut représenter le point de départ d'une nouvelle étape.

A. VEGA.

Le prolétariat d'Allemagne Orientale après la révolte de Juin 1953

La période qui a suivi la révolte du 17 juin peut être divisée en deux étapes : la première occupe 3 à 4 semaines ; la seconde dure encore. La première de ces étapes est marquée par une tentative de libéralisation du régime. Un ouvrier put déclarer dans une assemblée d'usine : « Je suis fier du 17 juin » et sa déclaration fut reproduite par la presse du parti (1). Parallèlement un tournant économique s'amorce. Rappelons ici : la baisse des normes, la révision du plan en faveur de l'industrie légère, l'amélioration immédiate du ravitaillement. Cette première étape prit fin au cours de la seconde décade de juillet avec l'arrestation de Fechner et le limogeage de Herrnstadt et de Zaiser, promoteurs de la libéralisation.

La seconde étape signifie le retour aux méthodes politiques « dures », tout en conservant en gros la nouvelle orientation économique. Cependant la situation est changée maintenant en Allemagne orientale et un retour pur et simple aux méthodes politiques d'avant le mois de juin n'est pas possible. L'évolution la plus importante concerne le monde des usines, la conscience ouvrière. Si le 17 juin est le résultat d'un long processus de cristallisation ouvrière où des éléments oppositionnels au régime se regroupent peu à peu — de manière très lâche — sur la base de l'atelier et du syndicat, la révolte elle-même représente un bond gigantesque dans la reprise de confiance des ouvriers en eux-mêmes. Des comités de grève surgissent. Des milliers d'ouvriers d'avant-garde se révèlent qui désormais se connaissent, restent en contact. Après la révolte, pendant la période de détente, on est frappé par le caractère unifié que tendent à prendre les revendications ouvrières : réélection des comités syndicaux d'usine, une seconde baisse des normes, diminution des prix du secteur commercial libre, relèvement des salaires les plus bas. Un peu partout des cahiers de revendications locales sont déposés dans les usines. En même temps les ouvriers demandent le limogeage de Ulbricht, leader de la politique dure.

En desserrant l'étreinte officielle, Herrnstadt-Zaiser pensaient endiguer l'opposition, espérant que celle-ci s'exercerait dans les limites du régime. Il fallait peu de temps pour s'apercevoir que c'était là une illusion. Indépendamment des événements survenus entre temps à Moscou — chute de Beria — il y avait là raison

(1) Neues Deutschland, 26-6-1953.

suffisante pour un retour aux méthodes d'Ulbricht.

Mais la lutte ouvrière était à un autre niveau : cela était un fait acquis. Et l'action du régime tout en revenant vers ce qu'elle avait été, devait se renouveler aussi. La critique ouvrière avait toujours été vive en Allemagne orientale et elle ne se limitait pas toujours aux misères immédiates de l'atelier. Des remarques comme : « Les flics ont des bonnes chaussures mais pour nous il n'y en a pas », ou bien : « Les nouveaux dirigeants sont pires que les capitalistes » étaient monnaie courante. En général, il n'arrivait rien à celui qui tenait ces propos s'ils étaient instinctifs, et visiblement ils ne correspondaient pas à un système de pensée. Et le plus souvent c'était le cas. Mais depuis le 17 juin, les mêmes propos acquièrent un autre poids. Aussi bien pour l'ouvrier qui a participé à la révolte que pour le bureaucrate qui l'a réprimée, ces remarques jetées dans les réunions, à la cantine, dans le train évoquent maintenant quelque chose de bien précis et des deux côtés on sait qu'elles peuvent se traduire en action.

Pendant les 3-4 semaines où régna la politique de détente, les cadres du parti étaient en plein désarroi dans les usines ; par la suite, les dirigeants les reprirent peu à peu en main. Il existe des usines où les militants responsables du parti se réunissent chaque matin avant le travail. Les réunions du personnel sont préparées maintenant de sorte que les propos hostiles au régime soient aussitôt couverts par des menaces : « A la porte ! fascinate ! », etc. Tandis qu'auparavant la discussion du rapport était ouverte par un encouragement : « Que chacun dise ce qu'il a sur le cœur... », maintenant le cas courant est celui cité par le Neues Deutschland du 2 octobre, où Hermann Mattern, membre du comité central, ouvre ainsi la réunion des ateliers de chemin de fer de Halle : « Il y en a dans votre entreprise qui s'imaginent que nous avons les genoux tremblants de peur... Mais ceux qui pensent pouvoir empêcher la réalisation du cours nouveau... recevront de tels coups sur la tête de notre part que la parole pélera sur leurs lèvres. » Effectivement, de nombreux comptes rendus d'assemblées d'usine au cours du mois d'août et septembre ne terminent avec la phrase : « Les provocateurs furent remis aux mains des autorités. » A cette époque les ouvriers tentaient de rôdier au sein des usines. Peu à peu, ce type de résistance est abandonné et beaucoup plus nombreux deviennent les comptes rendus d'assemblée d'usine où il est signalé que personne ne prend la parole à la suite du rapport.

Cependant la résistance existe. Plusieurs articles signalent des organisations clandestines dans les usines qualifiées soit de fascistes, soit de social-démocrates. Dans l'article cité du Neues Deutschland, Mattern parle d'un « mouvement du travail au ralenti ». Ces groupes, ces « mouvements » ne sont autre chose que les comités de grève du 17 juin qui, après avoir agi au grand jour, s'adaptent à la nouvelle situation.

Murtout, la lutte économique des ouvriers se poursuit. Les petites assemblées de brigade et d'atelier sont animées, comme elles l'ont toujours été, par des discussions sur les conditions de